

Comment le président Emmanuel Macron a bousillé la réponse au coronavirus en France

Le 14 avril 2020 par Alex Ward <https://www.vox.com/2020/4/14/21218927/coronavirus-covid-france-macron-response>



Le Président français Emmanuel Macron, au centre, portant un masque lors d'une visite à l'hôpital militaire de campagne devant l'hôpital Emile Muller à Mulhouse (France) le 25 mars 2020. Mathieu Cugnot / Pool / AFP via Getty Images

Il admet même que la France n'était pas préparée à la crise du Covid-19.

Si il y a un pays qui aurait dû être capable de gérer une épidémie de coronavirus, vous auriez pensé que ce serait la France. Figurant parmi les pays les plus puissants d'Europe, la France possède un système de santé de renommée mondiale, une immense richesse, une protection sociale généreuse, un gouvernement centralisé et une présidence forte.

Pourtant, à l'échelle de la planète, le pays arrive actuellement à la quatrième place pour le plus grand nombre de cas confirmés de coronavirus et en troisième place pour le plus grand nombre de décès. Le système de santé du pays est régulièrement classé parmi les meilleurs au monde, mais la France connaît des pénuries de lits d'hôpital, de masques et d'autres produits essentiels. Alors que le nombre de cas confirmés et de décès continue d'augmenter, certains marchés alimentaires

populaires ont été transformés en morgues de fortune et les trains à grande vitesse sont devenus un moyen de transport pour des patients atteints du Covid-19.

La faute repose en grande partie sur les épaules du gouvernement du Président français Emmanuel Macron, sa lenteur de réaction, ses faux-pas critiques aux premiers jours de l'épidémie de Covid-19 ont ouvert la voie à la crise qui sévit actuellement en France.

Lundi, Macron l'a en gros admis. « Etions-nous préparés à cette crise ? A l'évidence, pas assez, mais nous avons fait face. », a-t-il déclaré dans un discours national télévisé dans lequel il a annoncé une prolongation du confinement du pays jusqu'au 11 mai.

"La période, soyons honnêtes, a révélé des failles, des insuffisances", a déclaré E. Macron. "Comme tous les pays du monde, nous avons manqué de blouses, de gants, de gels hydroalcooliques. Nous n'avons pas pu distribuer autant de masques que nous l'aurions voulu pour nos soignants."



Des téléspectateurs devant l'allocution télévisée du Président français Emmanuel Macron en direct du Palais de l'Élysée le 13 avril 2020, à Paris. Marc Piasecki / Getty Images

Mais pour les près de 15 000 personnes qui sont décédées du Covid-19 dans le pays jusqu'à présent, les déclarations de Macron sont arrivées beaucoup trop tard. « Nous ne nous sommes pas suffisamment inquiétés », m'a expliqué auparavant Pierre-Yves Böelle, expert en épidémiologie à l'Université de la Sorbonne à Paris.

La « bombe à retardement » du coronavirus négligée par Macron

Le 24 janvier, Agnès Buzyn, alors Ministre française de la Santé, a annoncé que deux personnes dans le pays avaient été testées positives au coronavirus ; il s'agissait ainsi des premiers cas connus

en Europe. Ces patients venaient de se rendre en Chine, a déclaré Buzyn, en ajoutant : «Nous aurons probablement d'autres cas.»

Mais si le gouvernement de Macron a compris qu'il y avait une réelle urgence, il ne l'a pas montré.

Février s'est écoulé sans qu'il y ait grande action. Les responsables de la santé ont conseillé aux citoyens de se laver les mains, de se tenir à distance les uns des autres, de se couvrir la bouche en éternuant et de ne pas rendre visite aux résidents des maisons de retraite. Et Macron a organisé des visioconférences sur le virus et visité les hôpitaux et les cliniques pour voir comment son pays s'en sortait. Pourtant, peu d'actions concrètes ont été prises pour imposer des mesures strictes de distanciation sociale ou promouvoir des tests à grande échelle.

Et Macron n'a même pas suivi les conseils de son propre gouvernement : lors d'un déplacement fin février à Naples, en Italie, il s'est promené dans la ville en compagnie du Premier ministre italien Giuseppe Conte, au milieu de la presse et des badauds avec lesquels Macron a bavardé et dont il a serré les mains. Macron a également embrassé Conte à plusieurs reprises au cours de cette visite.

// VIDEO <https://youtu.be/fMqxl8SpZN4>

Ce n'est que le 3 mars que la France a pris des mesures concrètes. Le gouvernement a fermé 120 écoles dans deux régions, dont une au nord de Paris, car elles étaient devenues les zones les plus touchées du pays.

Mais alors que des dizaines de milliers d'étudiants devaient rester à la maison, le Ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, a tenté de minimiser cette décision. "Il ne serait pas logique de confiner tout le monde à la maison, de paralyser le pays", a-t-il déclaré à une chaîne de télévision locale.

En effet, le gouvernement a encore autorisé les rassemblements jusqu'à 1 000 personnes. Macron, pour sa part, a assisté à une représentation de théâtre le 6 mars, notamment pour démontrer que la vie pouvait continuer sans qu'on soit dérangés. Il a également visité une maison de retraite le même jour, alors même que le nombre d'infections à coronavirus dans le pays était en train, a minima, de doubler.

Pour aggraver les choses, la France n'a pas pu se faire une idée précise du problème grandissant, faute de tests. Comme le rapporte Politico, le pays ne fabrique pas ses propres kits de test, mais «dépend plutôt de la Chine pour ses principaux composants». La Chine étant complètement paralysée par sa propre épidémie de coronavirus à l'époque, la France n'a pas pu obtenir rapidement davantage de tests. Cela a sérieusement limité la capacité du pays à effectuer rapidement des tests à grande échelle, ce qui, selon les experts en santé publique, est essentiel pour ralentir une épidémie.

Le problème a été aggravé par une pénurie de masques, ce qui a amené le gouvernement à dire que seul le personnel médical devrait en porter, et non le grand public. Il s'avère que, comme le nouveau Ministre français de la Santé, Olivier Véran (qui a pris ses fonctions en février après qu'A. Buzyn a brusquement démissionné pour briguer la Mairie de Paris), l'a déclaré au Parlement le 19 mars, l'approvisionnement stratégique de la France en équipements de protection individuelle n'était pas aussi solide que tout le monde l'avait pensé.

«Il a été décidé en 2011 et 2013 qu'il n'était plus nécessaire de conserver des stocks massifs de masques, étant donné que les usines pourraient livrer assez rapidement, notamment depuis la Chine», a déclaré Véran, selon Politico.

Macron était, en effet, en train de marcher vers le désastre comme un somnanbule. Selon les experts, deux événements l'ont finalement fait réagir.



Le 25 mars 2020, le Président français Emmanuel Macron (C) porte un masque lors d'une visite à un hôpital militaire de campagne devant l'hôpital Emile Muller de Mulhouse. Mathieu Cugnot / Pool / AFP via Getty Images

Le premier est la situation du coronavirus en Italie. Fin février, l'Italie n'avait que trois cas confirmés; à la mi-mars, ce nombre était monté en flèche à environ 15 000. Cela a attiré l'attention de Macron et lui a fait craindre, ainsi qu'à son équipe du gouvernement, que la maladie était peut-être pire que ce que la Chine avait laissé entendre.

Le second a été la découverte de quelque 2 500 cas de coronavirus dans le pays, qui peuvent tous être attribués à un seul regroupement religieux d'une semaine qui s'est tenu à la mi-février.

Comme le rapporte Reuters, au cours de la semaine du 17 février, des centaines de fidèles du monde entier ont assisté à une célébration annuelle de l'église évangélique Christian Open Door à Mulhouse, une ville de l'est de la France proche des frontières avec l'Allemagne et le Luxembourg. L'un des fidèles était porteur de la maladie.

À l'époque, cependant, le gouvernement français n'avait pas encore interdit les grands rassemblements. "Il n'y avait pas de gel hydro-alcoolique lors des rassemblements, pas de touchés de coude au lieu des poignées de main", selon Reuters.

Le premier cas lié à cette église a été identifié le 29 février. Au cours des semaines suivantes, les experts ont retracé quelque 2 500 infections liées à l'événement. «Ces fidèles [ont] involontairement transporté la maladie causée par le virus dans l'État ouest-africain du Burkina Faso, sur l'île méditerranéenne de la Corse, en Guyane, en Amérique latine, en Suisse, dans une centrale nucléaire française, et dans les ateliers de l'un des plus grands constructeurs automobiles d'Europe », rapporte Reuters.

C'est au moment où les chercheurs ont compris l'étendue de l'épidémie, qu'ils ont compris qu'on allait au devant de plus gros problèmes. "Nous avons réalisé que nous avons une bombe à retardement devant nous", a déclaré à Reuters Michel Vernay, épidémiologiste de l'Agence nationale de santé publique française.

La pression a conduit Macron à maintenir des élections pendant l'épidémie de coronavirus

Le gouvernement français a tenté de rattraper le temps perdu. Le 12 mars, Macron a annoncé la fermeture de toutes les écoles, crèches et universités pour limiter la propagation du virus. Deux jours plus tard, le Premier ministre Édouard Philippe a déclaré que toutes les entreprises non essentielles telles que les restaurants, les cinémas et les boîtes de nuit seraient fermées, tandis que les magasins comme les supermarchés et les pharmacies resteraient ouverts. "Nous devons absolument limiter les déplacements, les réunions et les contacts", avait-il déclaré à l'époque.

Mais tandis que Macron se débattait pour répondre à l'épidémie croissante dans son pays, il a également dû faire face à une crise politique qui couvait. Le gouvernement a décidé de tenir le premier tour des élections municipales, prévu le 15 mars, dans les 35 000 villes et villages du pays. A la décharge de Macron, des experts lui avaient dit que les élections pourraient se dérouler comme prévu.



Les affiches de la candidate du parti de Macron vandalisées lors de la campagne électorale pour les élections municipales de 2020 de Paris (19 mars 2020). Joel Saget / AFP via Getty Images

"Nous suivons les recommandations des scientifiques", a déclaré Macron après avoir quitté son bureau de vote local le jour du scrutin. «Le virus se propage lorsque nous passons plus de 15 minutes à moins d'un mètre de quelqu'un, ce qui est le cas au restaurant, mais nous pouvons continuer d'acheter des provisions et de sortir pour prendre l'air, et il était donc logique d'aller voter tout en respectant les consignes." Ses adversaires politiques à l'époque ont poussé à cette décision, car les sondages montraient le parti de Macron était alors au quatrième rang et sa popularité personnelle autour de 33%. Le parti de centre-droit Les Républicains, par exemple, a déclaré que Macron aurait été coupable d'un «coup d'État» s'il avait reporté les élections.

"Ils subissaient beaucoup de pression de la part de l'opposition", a déclaré Benjamin Haddad, qui représentait le parti de Macron à Washington, DC, lors des élections de 2017.

"Rétrospectivement, vous pensez probablement qu'il aurait été préférable de les reporter ou de les suspendre, mais c'était une décision vraiment difficile à prendre dans une période vraiment tendue", a ajouté B. Haddad, qui travaille actuellement au groupe de réflexion du Conseil de l'Atlantique à Washington.

Le parti de Macron a obtenu un très mauvais résultat au premier tour des élections, qui a connu un taux d'abstention record. Et le lendemain, le 16 mars, Macron a annoncé qu'il reportait le second tour des élections et imposait un confinement dans tout le pays.

"Je sais que ce que je vous demande est sans précédent, mais les circonstances l'exigent", a déclaré le Président dans un discours télévisé à la nation. "Nous ne sommes pas confrontés à une autre armée ou à un autre pays. Mais l'ennemi est là : invisible, insaisissable, et il progresse. » « Nous sommes en guerre », a-t-il dit à plusieurs reprises.

Alors que certains pourraient penser que Macron a interrompu le processus électoral parce que son parti a été défait, Célia Belin, experte du groupe de réflexion de la Brookings Institution de Washington en France, m'a précisé que tous les partis estimaient que l'épidémie de coronavirus exigeait l'interruption des élections. « À ce moment-là, tout le monde en était convaincu », m'a-t-elle dit.

Le système de santé français n'est pas prêt à faire face à une crise de cette ampleur

Le système de santé français est reconnu comme l'un des meilleurs au monde. Mais Julia Lynch, experte de ce système à l'Université de Pennsylvanie, m'a dit que les dirigeants français avaient, au cours des 30 dernières années, réduit les excès de dépenses dans les soins de santé, car il s'agissait aussi de l'un des plus coûteux d'Europe.



François Gérard, un plâtrier qui travaille temporairement comme agent des services hospitaliers, livre des repas aux patients de la clinique Sainte-Anne à Strasbourg, France, le 14 avril 2020. Frederick Florin / AFP via Getty Images

L'objectif était de rendre le système globalement plus efficace en offrant le même niveau de service à moindre coût. Mais, a-t-elle dit, « lorsque vous faites cela, vous rendez [le système] incapable de

faire face à de grandes crises». Lynch a déclaré que de nombreux hôpitaux en France, en particulier dans les zones rurales, ont fermé leurs portes au cours des 20 dernières années.

Cela est également dû aux coupes budgétaires qui ont redistribué l'argent des hôpitaux vers les médecins de ville, qui détiennent beaucoup de pouvoir en France. «Il y a eu une réduction globale de la capacité [hospitalière] avant l'épidémie de Covid-19», a-t-elle déclaré. «Les coupes effectuées correspondaient précisément aux services où nous avons actuellement le plus besoin de moyens.»

Tout cela est devenu assez évident ces dernières semaines. La demande de places en unités de soins intensifs (USI) est si élevée que les patients sont transférés en Allemagne, au Luxembourg et en Suisse pour y être soignés, parfois transportés dans des trains TGV français. Le marché alimentaire de Rungis au sud de Paris sert désormais de morgue en raison du grand nombre de décès. Et il y a maintenant un grand hôpital de campagne près de Mulhouse, l'endroit où a eu lieu la réunion religieuse. La situation est si déplorable que des médecins ont ouvertement critiqué Macron.

"Quand il s'agissait de sauver Notre-Dame, nombreux sont ceux qui se sont émus", a dit le Dr François Salachas à Macron lors de sa visite en février dans un hôpital de Paris, notant que la cathédrale avait reçu des promesses de financement massives - environ 1 milliard de dollars - après avoir brûlé l'année dernière. "Cette fois, il s'agit de sauver les hôpitaux publics, qui partent en fumée à la même vitesse que Notre-Dame."

Macron a finalement commencé à prendre des mesures sérieuses. Cela suffira-t-il ?

La «guerre» de Macron contre le coronavirus est maintenant pleinement engagée. Il a lancé «l'opération Résilience», qui permet aux troupes militaires françaises de fournir un soutien logistique et médical sur l'ensemble du territoire. Les forces armées françaises sont également autorisées à utiliser des hélicoptères pour atteindre les îles françaises.

Le gouvernement a également aidé dans la fourniture de quelque 5 000 lits de soins intensifs supplémentaires dans tout le pays, et l'équipe de Macron a proposé un programme d'aide de 100 milliards d'euros - environ 4% du PIB de la France - pour stimuler l'économie.

Le gouvernement a également pris des mesures énergiques pour s'assurer que personne ne se déplacerait à l'occasion du week-end pascal. De manière très visible, quelque 160 000 agents des forces de l'ordre ont installé des points de contrôle sur les routes principales, afin de s'assurer que le grand départ annuel pour les vacances n'aurait pas lieu.

Tous ces efforts semblent payer : le nombre de patients en soins intensifs en France est en baisse, même si le nombre de décès continue d'augmenter. Mais des défis d'envergure restent à relever avant que Macron ne puisse déclarer un retour complet à la normale.

Premièrement, la maladie continue, dans le pays, de toucher les maisons de retraite plus que partout ailleurs, en particulier dans la région durement touchée de l'Alsace, à l'est du pays. Le personnel soignant et les directeurs de ces maisons pensent que de nombreux décès dont ils sont témoins peuvent être dus au coronavirus, mais ne seront pas décomptés comme tels par le gouvernement.

"Le tsunami est entré dans nos murs, c'est un désastre", a déclaré ce mois-ci à France 24 Pierre Gouabault, qui dirige une maison dans la vallée de la Loire, au cœur du pays. Gouabault a déclaré que 10 personnes dont il avait la charge sont récemment décédées de la maladie et près de 20 autres présentent des symptômes inquiétants.

Deuxièmement, Macron continue de prendre des décisions discutables. La semaine dernière, par exemple, il s'est rendu à Marseille pour rencontrer le Dr Didier Raoult, un célèbre microbiologiste

français. Raoult préconise avec insistance l'utilisation de la chloroquine et de l'hydroxychloroquine (traitements antipaludiques) pour traiter le Covid-19, tout comme le fait le Président Donald Trump.

Mais les preuves de l'efficacité de ces médicaments contre la maladie sont incroyablement fragiles, et les experts de la santé avertissent que des essais cliniques rigoureux sont nécessaires avant d'utiliser le médicament pour traiter massivement le Covid-19.



Le Président français Emmanuel Macron avec des dirigeants économiques et des membres du gouvernement discutent du coronavirus au Palais de l'Élysée à Paris le 19 mars 2020. Ludovic Marin / Pool / AFP via Getty Images

Macron n'a pas lui-même fait l'éloge de ces médicaments, mais les critiques affirment que le fait de prendre le temps de rendre visite à Raoult ne fait que renforcer la position controversée du médecin sur ces médicaments.

Enfin, la situation politique de la France va continuer de limiter l'action de Macron. Ce dernier se présente à sa ré-élection dans deux ans, et bien que les experts estiment qu'il conserve encore un léger avantage dans l'environnement politique fracturé du pays, il est relativement impopulaire, et les opposants de tous bords remettent en question chacun de ses gestes.

Cela pourrait le conduire à prendre des décisions cruciales, comme le déconfinement du pays, en se basant davantage sur la façon dont elles influenceront son propre avenir politique plutôt que sur la façon dont elles influenceront la santé publique.

Pourtant, les experts disent que la meilleure voie à suivre pour le Président est de résoudre la crise avant qu'elle ne devienne complètement incontrôlable. "S'il maintient ce cap, je ne pense pas qu'il sera davantage affaibli", a déclaré Belin.